



ANALYSE

*LIBÉRALISME &
NÉOLIBÉRALISME*



Centre Jean Gol



Une analyse réalisée par

CORENTIN DE SALLE

Janvier 2018

Richard Miller

Administrateur délégué du CJG

Corentin de Salle

Directeur du CJG

Amaury De Saint Martin

Directeur scientifique du CJG

Avenue de la Toison d'Or 84-86

1060 Bruxelles

Tél. : 02.500.50.40

cjg@cjg.be

Il est souvent question de problèmes imputables au « *néolibéralisme* ». De quoi s'agit-il ? Est-ce un concept identique ou distinct de celui de « *libéralisme* » ?

S'il y a bien un concept fédérateur pour la gauche, c'est celui-là. A l'en croire, pratiquement tous les maux de la société sont imputables au néo-libéralisme. La condamnation du néolibéralisme est une formule sacramentelle. Dans les librairies, la table des nouveautés est colonisée par des ouvrages, tous identiques, égrenant les sempiternelles jérémiades et imprécations contre le néolibéralisme : apparemment, faire figurer le mot honni sur la couverture d'un manuscrit est devenu une condition suffisante pour qu'un éditeur accepte de le publier.

Pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître, le néolibéralisme n'existe pas. La gauche l'invoque constamment mais absolument personne ne s'en revendique. Aucun in-

tellectuel ne se définit comme néolibéral et aucun gouvernement au monde n'applique les idées prétendument attribuées à cette doctrine fantomatique. Il est vrai qu'au siècle passé, dans le sillage du colloque de Walter Lippmann tenu en 1938, plusieurs penseurs libéraux ou sociaux-démocrates, principalement de gauche (Jacques Rueff, Maurice Allais, John Maynard Keynes, etc.) se sont revendiqués comme étant « *néo-libéraux* » ou, dans le cas de Keynes, des adeptes du « *new liberalism* ». Mais, c'est un épisode très daté dans l'histoire intellectuelle et ce mouvement, opposé au laissez-faire, n'avait, au moment de son existence, rien à voir avec la signification que lui donnent aujourd'hui ses détracteurs.

Le terme « *néo-libéralisme* », au sens où l'entendent ses détracteurs, est une mystification intellectuelle. Cette théorie transfigurée voire inventée par des intellectuels antilibéraux en vue de discréditer indirectement le libéra-

lisme est un agrégat de propositions caricaturales, d'affirmations cyniques, de mythes (sélection du plus fort, démantèlement de la sécurité sociale, négation de toute normativité, etc.), de citations tronquées ou mensongèrement attribuées aux libéraux. Depuis, les choses se sont compliquées : en raison du caractère prolifique de cette littérature antilibérale depuis des décennies, les intellectuels antilibéraux en sont venus à considérer de bonne foi que les amalgames, inventions et mensonges de leurs prédécesseurs sur le libéralisme constituaient réellement le corpus du libéralisme.

Les détracteurs du néo-libéralisme prennent toujours soin de distinguer « *libéralisme* » et « *néolibéralisme* ». Après le naufrage des idéologies collectivistes du XX^{ème} siècle, il est devenu malaisé de s'attaquer frontalement au libéralisme en tant que tel. La tradition libérale est indissolublement liée à l'émergence de l'Etat de droit, de la séparation des pouvoirs, de la démocra-

tie, du constitutionnalisme, des libertés fondamentales, de la distinction Église/État et des droits de l'homme. Mieux vaut donc désolidariser artificiellement les deux pans (politique et économique) pourtant indissociables du libéralisme et affubler le second du préfixe « *néo* » pour en faire un repoussoir.

Mais récuser les critiques portant sur le néolibéralisme sous prétexte que personne ne s'en revendique explicitement, n'est-ce pas un peu jouer sur les mots ? Toutes les critiques adressées au néo-libéralisme ne peuvent-elles pas être adressées au libéralisme ? Qu'importe le flacon, ce que nous critiquons, diront les détracteurs, ce sont les recettes : privatisation, dérégulation, démantèlement des protections sociales, etc. La crise que nous subissons n'est-elle pas la conséquence de ces politiques (néo) libérales désastreuses ?

Impossible évidemment de nier l'existence du libéralisme (et son rôle sa-

lutaire). Mais, en réalité, les idées libérales sont tout sauf dominantes aujourd'hui. Depuis plusieurs décennies, les politiques adoptées un peu partout en Europe et aux États-Unis sont sociales-démocrates. Avant l'émergence de l'actuel gouvernement libéral et jusqu'en 2014, la Belgique a mené une politique sociale-démocrate et en porte aujourd'hui les stigmates. **La preuve par 5.**

Premièrement, une politique économique libérale implique un budget en équilibre. Or, la Belgique vote des budgets en déficit à tous les niveaux de pouvoir depuis presque dix ans (même si ce déficit se réduit et que l'équilibre budgétaire sera probablement rétabli d'ici un an ou deux).

Deuxièmement, une politique économique libérale implique un faible prélèvement fiscal. Or, avec la France, la Belgique détient - tous les ranking le confirment chaque année - le record mondial en termes de pression fiscale et parafiscale.

Troisièmement, une politique économique libérale implique des dépenses publiques modestes : en 2014, la Belgique dépensait 54,3% de son PIB ! Bien au-delà de la moyenne européenne déjà très élevée. Milton Friedman disait que, au-delà de 30 % de prélèvement annuel du PIB, une économie cessait d'être libérale. Avant que le gouvernement fédéral ne décide de mettre fin à la gabegie selon une trajectoire budgétaire raisonnable, la Belgique n'a jamais réduit massivement ses dépenses publiques ces dernières décennies : entre 2007 et 2013, les dépenses publiques par rapport au PIB en Belgique ont même augmenté de... 7,4 % (*Eurostat*).

Quatrièmement, une politique économique libérale implique un endettement limité : l'endettement de la Belgique avoisinait 106% en 2014 (il est de 104% aujourd'hui et avoisinera probablement les 100% à la fin de la présente législature).

Cinquièmement, une politique économique libérale implique une administration de taille raisonnable : la Belgique totalise une administration de 814.000 fonctionnaires, ce qui place notre pays largement au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en termes de fonctionnaires par habitant.

Prétendre que la Belgique ou l'Europe seraient aujourd'hui menacées par une libéralisation sauvage, c'est vivre dans un univers parallèle.

Ce déni pathologique du réel explique également l'incapacité de comprendre que les mesures de maîtrise des dépenses publiques sont motivées, non par la volonté de « *faire des cadeaux aux riches* » au détriment des pauvres mais par le souci de garantir la pérennité du système de sécurité sociale au profit des plus faibles et des générations futures. Suivre les recettes de contempteurs du néolibéralisme, c'est, paradoxalement, se diriger résolument vers ce vers quoi

ils mettent en garde : la faillite de la sécurité sociale.

En définitive, cette peur irrationnelle procède d'une erreur d'analyse fondamentale : nos démocraties occidentales souffrent non d'un « excès » de libéralisme mais d'un « manque » de libéralisme. Le néolibéralisme est un mot inventé par la gauche pour mettre sur le dos des libéraux la faillite de la sociale-démocratie.

Même s'ils en méconnaissent la cause, les antilibéraux n'ont néanmoins pas tort de dénoncer, dans les démocraties occidentales, la pression exercée par les milieux économiques et financiers sur le monde politique pour faire passer des législations qui les avantagent. Adam Smith dénonçait déjà ce fait. Ce phénomène, appelé « *capitalisme de connivence* » est nocif au fonctionnement du marché et a toujours été combattu par les libéraux. C'est le fruit maudit non du libéralisme mais de l'interventionnisme

des politiques sociale-démocrate : la corruption est fille de la réglementation. Les politiques sociales-démocrates consacrant l'extension illimitée des pouvoirs de l'État ont coïncidé avec la montée en puissance de ce capitalisme de connivence.

Rien qu'aux États-Unis, ce sont 4.000 milliards de \$ qui sont distribués chaque année aux entreprises. Tout le monde veut sa part de butin. Loin de pousser à la dérégulation, l'establishment industriel favorise l'essor de nouvelles réglementations car, même s'il en pâtit, il sait que ses concurrents, moins bien établis que lui, en souffriront davantage.

Récuser l'existence du « *néolibéralisme* », c'est courir le risque de se faire dénoncer pour révisionnisme par un certain nombre de personnes qui invoquent constamment cette fiction intellectuelle qui fait sens dans leur compréhension du monde.

Cette attitude n'est pas neuve. Dans un passage de *Zadig*, le célèbre roman de Voltaire ; le célèbre héros éponyme se voit menacé d'être exécuté par les autorités car, à la grande fureur des sages de Babylone, il niait l'existence des griffons. Et cela alors même qu'un archimage avait composé 13 volumes sur les propriétés du griffon !

Et si, plutôt que de dissenter à l'infini sur les calamités imputables à cette créature fantasmagique qu'est le néolibéralisme, on examinait rationnellement le bilan de ce gouvernement ?



*Avenue de la Toison d'Or 84-86
1060 Bruxelles*

*02.500.50.40
info@cjg.be*

www.cjg.be



Centre Jean Gol